

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.



Informations du Guatemala

2^e année / N^o 83

du 27 juillet au 2 août 1984

POLITIQUE

Livraison de matériel de guerre
Le général Paul Gorman plaide en faveur de l'assistance militaire
La Démocratie Chrétienne : non aux réformes
Satisfaction du secteur privé
L'Assemblée Nationale constituante entre en fonction
Nouvelles négociations avec l'Espagne

INSURRECTION

Combats à San Marcos : 20 pertes pour l'armée
D'autres combats à San Marcos
Embuscade dans le Quiché

CONTRE-INSURRECTION

Opérations contre-insurrectionnelles à l'Ouest et au Sud-Ouest

DROITS DE L'HOMME

On demande la libération de 35 mille disparus
Un dirigeant de la Démocratie Chrétienne enlevé
15 assassinats dans des prisons en deux mois

REFUGIES

L'ACNUR dément avoir eu des contacts avec le gouvernement guatémaltèque
10 mille réfugiés ont été réinstallés

POLITIQUE

LIVRAISON DE MATERIEL DE GUERRE

On a appris de source officieuse le 26 juillet qu'une quantité importante de matériel de guerre avait été livrée par voie maritime au Guatemala ce même jour.

Selon le Journal Télévisé Teleprensa, la cargaison militaire est arrivée à la base maritime du département de Izabal (Nord-Est du pays, Atlantique) et a été transportée sous de sévères mesures de contrôle à la caserne Mariscal Zavala de la capitale.

Le gouvernement, qui a provisoirement accepté le 18 juillet le principe du document de Contadora ("Acta de Contadora"), où l'on demande la suspension de la course aux armements dans la région, a demandé à la population de ne pas s'alarmer devant les mesures de surveillance prises pour le transport du matériel de guerre. Il n'a pas donné davantage de précisions.

En mars dernier, la Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations-Unies avait demandé aux gouvernements de s'abstenir de fournir des armes au régime guatémaltèque tant qu'elle continuerait à recevoir des rapports sur la violation des droits de l'homme dans ce pays.

LE GENERAL PAUL GORMAN PLAIDE EN FAVEUR DE L'ASSISTANCE MILITAIRE

Les Etats-Unis doivent renouveler l'assistance militaire au Guatemala et le réinclure dans la stratégie nord-américaine de la région, a déclaré le 1er août à Washington le général Paul Gorman, commandant en chef du Commandement Sud de l'armée nord-américaine, dont le siège se trouve à Panama.

Gorman, qui parlait devant le sous-comité pour les questions de l'hémisphère Sud de la Chambre des représentants, a déclaré qu'il "était temps" que les Etats-Unis révisent leurs relations avec le Guatemala "afin d'y augmenter leur influence", et ce "en priorité".

Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, doivent essayer d' "incorporer le Guatemala aux mesures de sécurité en vigueur dans la région".

LA DEMOCRATIE CHRETIENNE : NON AUX REFORMES

La Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) s'est engagée le 25 juillet devant les représentants patronaux à ne pas prendre de mesures susceptibles d'affecter les intérêts du secteur privé.

Au cours d'une réunion tenue à l'Hôtel Camino Real de la capitale, les dirigeants de la Démocratie Chrétienne ont assuré que leur parti "ne s'embarquerait pas dans des réformes bancaires, agraires ou dans la nationalisation d'entreprises ou propriétés du secteur privé", car, assure-t-il, de telles actions seraient "désastreuses,.... irresponsables et ne résoudre rien".

La DCG, qui durant la campagne électorale pour l'Assemblée constituante s'était proposée d'effectuer quelques réformes, a annoncé récemment qu'en cas de victoire aux prochaines élections présidentielles, elle ne traduirait pas en jugement les fonctionnaires militaires et civils des régimes antérieurs, responsables de la corruption et de violations des droits de l'homme.

SATISFACTION DU SECTEUR PRIVE

Les secteurs privés ont manifesté leur satisfaction "devant l'attitude pratique" de la Démocratie Chrétienne lors de la réunion commune du 25 juillet.

Les représentants du Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACOF) et ceux de l'Association des amis du pays, assistaient à cette réunion. Ces deux organismes sont liés au secteur privé.

Un entrepreneur a exprimé la satisfaction du secteur privé devant l'abandon, par la DCG, de ce qu'il qualifie de "mesures caduques qui altèrent la tranquillité du capital privé et imitent les réformes infructueuses du régime salvadorien.

D'autre part, Cesar Augusto Toledo Penate, secrétaire général du Front Unique de la Révolution (FUR, parti d'orientation sociale-démocrate), se référant à la position adoptée par la DCG face au secteur privé, estime que ce parti "se comporte comme un parti de droite", en dépit de son "apparente opposition aux régimes antérieurs".

L'ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE ENTRE EN FONCTION

Conformément à un décret émis par la présidence, l'Assemblée Nationale Constituante est entrée en fonction le 1er août.

Le premier incident interne s'est produit lors de la cérémonie d'ouverture. 16 députés de la coalition de droite composée du Parti National Renovateur et du Parti Révolutionnaire, se sont retirés pour protester contre l'élection du bureau directeur duquel ils ont été exclus.

La coalition d'extrême-droite composée du Mouvement de Libération Nationale et de la Centrale Authentique Nationaliste, l'Union du Centre National et la Démocratie Chrétienne, ayant obtenu respectivement 23, 21 et 20 sièges, se sont entendues pour se partager la direction du bureau, présidé par le démocrate-chrétien Roberto Carpio Nicolle.

Le général Mejia Victores, présent à la cérémonie, a déclaré que les élections présidentielles prévues pour l'année prochaine seront "libres, sans fraudes et honnêtes."

NOUVELLES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE

Le général Mejia Victores considère opportun le rétablissement de relations diplomatiques avec l'Espagne, si ce rétablissement ne fait pas l'objet de conditions inacceptables allant à l'encontre de la dignité nationale, a déclaré le 25 juillet le vice-ministre des Relations Extérieures, Mario Marroquin Najera.

Le 27 juillet, le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade a assuré que le rétablissement des relations entre les deux pays est "imminent" grâce à l'intervention du président colombien Belisario Betancour.

Le gouvernement espagnol avait rompu ses relations diplomatiques avec le Guatemala à la suite de l'attaque et de l'incendie de l'ambassade espagnole par les forces de l'ordre guatémaltèques. Il exige que le gouvernement guatémaltèque mène une enquête et désigne les responsables des faits, ainsi qu'une indemnisation aux familles des 39 personnes qui sont mortes au cours de la tragédie.

Durant le mois de juillet, le ministère des Relations Extérieures a fait preuve d'une activité notable afin d'améliorer l'image de marque du régime militaire à l'étranger.

INSURRECTION

COMBATS A SAN MARCOS : 20 PERTES POUR L'ARMEE

Selon une information de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), ses forces ont infligé 20 pertes aux troupes d'élite de l'armée gouvernementale lors d'une embuscade et d'une attaque réalisées les 25 et 27 juillet dans le département de San Marcos.

L'embuscade a été tendue sur la route qui relie la ville de San Marcos à Malacatan. Les insurgés ont attaqué un convoi militaire et l'ont mitraillé. L'attaque a eu lieu sur les flancs du volcan Tajumulco, aux environs du village Trinidad. L'ORPA déclare n'avoir subi aucune perte.

Un communiqué officiel daté du 26 juillet informe que des unités insurgées ont détruit la plantation de café La Conception et certaines de ses installations à San Marcos. Les travailleurs de la plantation ont indiqué que celle-ci servait de base d'opérations à l'armée gouvernementale.

D'AUTRES COMBATS A SAN MARCOS

Les habitants de la municipalité de Nuevo Progreso, San Marcos, ont fait savoir le 25 juillet que les combattants de l'ORPA avaient livré plusieurs combats dans cette municipalité. Les hélicoptères de la Force Aérienne Guatémaltèque (FAG) sont venus renforcer les forces d'infanterie et ont effectué plusieurs bombardements sur la région.

EMBUSCADE DANS LE QUICHE

Dans un communiqué daté du 30 juillet, le bureau des Relations Publiques de l'Armée reconnaît que l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a tendu une embuscade à un contingent militaire le 29 à Playa Grande, département du Quiché (Nord-Ouest du pays).

Les insurgés ont fait éclater une bombe de type Claymore au passage des forces gouvernementales et soutenu un combat d'une heure et demie. Selon le communiqué militaire, 3 insurgés sont morts au cours de l'action et 3 soldats ont été blessés gravement.

Néanmoins, selon le Journal Télévisé Teleprensa, un hélicoptère de la Force Aérienne a atterri ce même jour dans la capitale, transportant de nombreux soldats blessés, transportés en ambulance à l'hôpital militaire.

CONTRE-INSURRECTION

OPERATIONS CONTRE-INSURRECTIONNELLES A L'OUEST ET AU SUD-OUEST

De sources officielle et officieuse, on apprend que l'armée réalise d'importantes opérations contre-insurrectionnelles à l'Ouest et au Sud-Ouest du pays.

Dans le département de San Marcos, dans une zone proche de la frontière avec le Mexique, les troupes officielles persécutent les groupes insurgés, appuyées par des hélicoptères, a révélé le 27 juillet le lieutenant colonel Edgar Djalma Dominguez, porte-parole de l'institution militaire.

Plus de 40 paysans ont été enlevés dans cette région ces derniers jours, dénoncent les habitants, qui rendent les troupes gouvernementales responsables de ces disparitions.

Des opérations similaires sont menées dans le département du Suchitepequez (Sud-Ouest du pays), a fait savoir ce même jour le Journal Radiophonique Guatemala Flash, qui rappelle que la région a été, ces derniers jours, le théâtre d'opérations des troupes insurgées.

Selon Guatemala Flash, la présence des troupes officielles est source d'inquiétude pour les agriculteurs, les commerçants et les travailleurs de la région.

DROITS DE L'HOMME

ON DEMANDE LA LIBERATION DE 35 MILLE DISPARUS

L'Association centre-américaine des familles de disparus, dont le siège se trouve au Costa Rica, a demandé le 29 juillet au gouvernement la libération de plus de 35 mille personnes séquestrées ou portées disparues à la suite d'actions des forces de l'ordre.

L'association humanitaire condamne ainsi la violence gouvernementale dont souffre actuellement l'Université de San Carlos. Elle assure que plus de 60 universitaires ont été assassinés ou enlevés ces trois derniers mois.

UN DIRIGEANT DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE ENLEVE

Le parti de la Démocratie Chrétienne a dénoncé dans un communiqué de presse daté du 26 juillet une nouvelle vague d'enlèvements. Parmi les séquestrés se trouve le paysan Dominguez Vazquez Aceituno.

La DCG exige que le gouvernement "éclaircisse le plus rapidement possible" la situation de Vazquez Aceituno, dirigeant de ce parti dans le département du Quiché (Nord-Ouest du pays), et manifeste sa "profonde préoccupation face à l'augmentation des enlèvements et de la violence qui se déchaîne dans le pays".

15 ASSASSINATS DANS DES PRISONS EN DEUX MOIS

L'assassinat des détenus Gerardo Rodas Barrientos et Lucio Escobar Lemus dans un centre pénitenciaire du Nord-Est du pays porte à 15 le nombre de détenus assassinés en prison en deux mois.

12 détenus assassinés dans la prison de Pavon (Escuintla, sud du pays), 3 dans le centre de réhabilitation d'Izabal (Nord-Est) et la découverte récente d'un centre de torture à Pavon ont alarmé la population pénitenciaire et les familles des détenus et des disparus.

REFUGIES

L'ACNUR DEMENT AVOIR EU DES CONTACTS AVEC LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE

Le bureau du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (ACNUR) a démenti dans un communiqué de presse émis le 24 à Mexico entretenir ou avoir entretenu des contacts avec le gouvernement militaire guatémaltèque au sujet d'un supposé plan de rapatriement des guatémaltèques réfugiés au Mexique.

Le gouvernement avait appris que le président de la Croix Rouge guatémaltèque avait entamé des conversations avec l'ACNUR à Mexico pour obtenir le retour des réfugiés.

Le 29 juillet, le vice ministre des Relations Extérieures, Mario Marroquin Najera, a déclaré que l'objectif du gouvernement est d'obtenir le retour des réfugiés et leur installation dans les villages modèles que l'on construit à cet effet.

Selon les organismes humanitaires, ces villages modèles équivalent à des hameaux stratégiques et à des camps de concentration.

10 MILLE REFUGIES ONT ETE REINSTALLES

Le ministère de l'Intérieur mexicain a fait savoir le 26 que 806 réfugiés guatémaltèques ont été déplacés de l'état mexicain du Chiapas à celui de Campeche la semaine dernière.

Il est précisé dans le rapport que la réinstallation s'est faite en présence des représentants de la presse internationale ainsi que des hauts fonctionnaires des secrétariats des ministères de l'Intérieur et des Relations Extérieures. La Commission mexicaine d'aide aux réfugiés et le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés étaient également représentés.

Selon des données fournies par les autorités mexicaines, près de 10 mille réfugiés guatémaltèques ont été réinstallés dans l'état du Campeche depuis la fin mai.